

**CONTRAT DE COLLABORATION DE RECHERCHE  
DANS LE CADRE DE LA CIFRE N°2016/1642**

Entre

**La Ville de Villeurbanne/ Le RIZE**

23/25 rue Valentin Haüy 69100 Villeurbanne

tél : 04 37 57 17 17 / fax : 04 37 57 17 11

n° siret : 21690266800013

code APE : 8411Z

Représentée par Monsieur Jean-Paul BRET, en qualité de maire, dûment habilité par délibération

n°2014-74 en date du 14 avril 2014,

ci-après désignée par « **LA COLLECTIVITÉ** »

ET

**L'Université Lumière Lyon 2**, Etablissement Public à caractère Scientifique, Culturel et professionnel, dont le siège social est 86 rue Pasteur, Lyon 69007

n° Siret : 196 917 751 00014 – code NAF : 8542 Z

représentée par sa Présidente, Nathalie DOMPNIER

ci-après désignée par « **UNIVERSITE LYON 2** »

L'UNIVERSITE LYON 2 a reçu mandat pour ce contrat de signer au nom et pour le compte de :

Le CENTRE NATIONAL DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE, Etablissement Public à caractère Scientifique et Technologique, dont le siège est 3 rue Michel-Ange 75794 PARIS Cedex 16, n°SIREN 180 089 013, code APE 7219Z, représenté par son Président Monsieur Alain Fuchs, lequel a délégué sa signature pour le présent contrat à Monsieur Frédéric Faure, Délégué Régional Rhône-Auvergne, 2 avenue Albert Einstein, BP 61335, 69609 Villeurbanne Cedex,

ci-après désigné par le CNRS,

L'ECOLE NORMALE SUPERIEURE DE LYON, Etablissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel, dont le siège est situé 15 parvis René Descartes, BP7000, 693424 Lyon Cedex 07,

Représentée par son Président, Monsieur Jean-François Pinton,

ci-après désignée par « l'ENS de Lyon »

L'UNIVERSITE JEAN MONNET SAINT-ETIENNE, Etablissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel, dont le siège est situé Maison de l'Université, 10 rue Tréfilerie, CS 82301, 42023 Saint-Etienne Cedex,

Représentée par sa Présidente, Madame Michèle Cottier,

ci-après désignée par « UJM »

L'INSTITUT D'ETUDES POLITIQUES DE LYON, Etablissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel, dont le siège est situé 14 avenue Berthelot, 69365 Lyon Cedex 07, N°SIRET 196 917 751 00014,

Représenté par son Directeur, Monsieur Renaud Payre,  
ci-après désigné par « Sciences Po Lyon »

L'UNIVERSITE LYON 2, le CNRS, l'ENS de Lyon, l'UJM et Sciences Po Lyon

agissant au nom et pour le compte du Laboratoire de recherche **Triangle UMR 5206**, situé à l'Ecole Normale Supérieure de Lyon 15 parvis René Descartes BP 7000 69342 LYON cedex 07, dirigé par Monsieur Claude Gautier, en sa qualité de directeur,  
ci-après désigné par « LE LABORATOIRE »

ET

**LE CENTRE NATIONAL DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE**, Etablissement Public à caractère Scientifique et Technologique, dont le siège est sis 3, rue Michel-Ange – 75794 PARIS Cedex 1,

n° Siret : 180 089 013 – code APE : 7219 Z

représenté par son Président, Monsieur Alain Fuchs et par délégation, par Monsieur Younis HERMES, Délégué Régional du CNRS pour la circonscription Provence et Corse

ci-après désigné par « **le CNRS** »

**L'UNIVERSITE D'AIX MARSEILLE**,

Etablissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel, dont le siège est situé 58 boulevard Charles Livon, 13284 Marseille cedex 7, représenté par son Président, Monsieur Yvon BERLAND,

ci-après désignée « **AMU** »

AMU donnant mandat au CNRS pour signer le présent contrat, conformément aux dispositions de la Convention de Site 2012-2017 signée entre le CNRS et AMU en date du 30 janvier 2015.

Le **CNRS**, **AMU** et **UNIVERSITE LYON 2** sont ci-après désignés par « **LES ETABLISSEMENTS** »

Agissant au nom et pour le compte du laboratoire de recherche **LEST (laboratoire d'Economie et de Sociologie du Travail) UMR 7317 CNRS**, situé au 35 avenue Jules Ferry 13626 Aix-en-Provence Cedex, dirigé par Madame Ariel Mendez en sa qualité de directrice, ci-après désigné par « **LABORATOIRE CO-ENCADRANT** »

La COLLECTIVITE, l'UNIVERSITE LYON 2, l'ENS de Lyon, l'UJM, Sciences Po Lyon, le CNRS et AMU sont individuellement désignés par la Partie ou conjointement désignées par les Parties.

Il est convenu ce qui suit :

## **ARTICLE 1 : OBJET DU CONTRAT**

Dans le cadre des Conventions Industrielles de Formation par la Recherche (CIFRE), financées par le Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche, et gérées par l'Association Nationale de la Recherche Technique (ANRT), les parties conviennent de collaborer aux travaux de recherche (ci-après : les Travaux) relatifs à :

« Quand Marseille renseigne Villeurbanne : pour une sociogenèse de l'engagement politique et syndical en milieu précaire. Enquête auprès de travailleuses et de travailleurs du nettoyage »

Ces travaux de recherche sont confiés par LA COLLECTIVITÉ aux ETABLISSEMENTS. Ils seront réalisés au sein des LABORATOIRES, et feront l'objet de la thèse de mademoiselle Saphia Doumenc, ci-après désignée « salariée-doctorante », qui fait l'objet de la CIFRE n°2016/1642.

Toute réorientation importante des Travaux, et par la même du sujet de thèse, devra faire l'objet d'un accord entre les ETABLISSEMENTS et LA COLLECTIVITÉ.

Il est à noter que les Travaux de la salariée-doctorante sont en lien direct avec les actions de valorisation culturelle du Rize, qu'ils viendront nourrir et appuyer. La salariée-doctorante aura à animer un pôle scientifique, intégrant d'autres jeunes chercheurs (master 1 et 2). Ce pôle se développe dans le cadre de partenariats largement étendus avec les universités et les laboratoires de recherche de la métropole lyonnaise.

## **ARTICLE 2 : ENTRÉE EN VIGUEUR ET DURÉE**

Le présent contrat entre en vigueur à compter du 3 avril 2017, date du démarrage du contrat de travail de la salariée-doctorante avec la COLLECTIVITE, et ce jusqu'à la fin de la CIFRE, soit le 31 mai 2020.

Il peut être renouvelé à la fin de cette période par un avenant qui précisera notamment l'objet de cette prolongation ainsi que les modalités de son financement.

Nonobstant l'échéance du contrat ou sa résiliation anticipée comme prévu à l'article "RESILIATION" :

- les dispositions prévues aux articles « CONFIDENTIALITE » et "PUBLICATIONS" restent en vigueur pour les durées fixées audits articles ;

sauf clause contraire, les dispositions prévues à l'article PROPRIETE DES RESULTATS restent en vigueur

## **ARTICLE 3 : LIEU D'EXÉCUTION**

La salariée-doctorante réalisera ses travaux de recherche à 75% de son temps dans les locaux de LA COLLECTIVITE et 25% dans ceux des LABORATOIRES.

Cette répartition de temps pourra être revue et modifiée par les deux Parties au cours de la réalisation des Travaux. Elle fera l'objet d'un avenant au présent contrat.

## **ARTICLE 4 : RESPONSABLES SCIENTIFIQUES**

Les Travaux de la doctorante-salariée sont co-encadrés, au sein du LABORATOIRE Triangle, par Madame Sophie Bérout, directrice de thèse, et au sein du LABORATOIRE LEST, par Monsieur Paul Bouffartigue, co-directeur de thèse.

La salariée-doctorante est placée, au sein de la COLLECTIVITÉ, sous la responsabilité de Monsieur Vincent Veschambre, directeur de la COLLECTIVITÉ.

Les Parties s'engagent à réunir les conditions de succès de la thèse. Des rencontres auront lieu entre la salariée-doctorante, les directeurs de thèse, et le directeur de la COLLECTIVITÉ au moins une fois par trimestre, selon le calendrier suivant :

- une fois entre janvier et février
- une fois entre mai et juin
- une fois entre octobre et novembre

Une réunion de lancement en avril 2017 sera en outre programmée entre la salariée-doctorante et la COLLECTIVITÉ. Les directeurs des LABORATOIRES seront invités à y participer si leurs disponibilités le leur permettent.

## **ARTICLE 5 : PROPRIÉTÉ DES RÉSULTATS ET EXPLOITATION**

« Résultats » désigne les connaissances de toute nature susceptibles ou non d'être protégées au titre de la propriété intellectuelle.

Les Résultats obtenus par les Parties antérieurement aux travaux de recherche restent leurs propriétés respectives. Les Résultats, même portant sur l'objet des travaux de recherche mais non issus directement des travaux de recherche exécutés dans le cadre du présent contrat, appartiennent à la Partie qui les a obtenus. Les autres Parties ne reçoivent sur ces résultats aucun droit du fait du présent contrat.

Les Résultats issus du présent contrat appartiennent conjointement aux ETABLISSEMENTS et à la COLLECTIVITÉ.

Chaque Partie fait son affaire pour les résultats de l'étude relevant du droit d'auteur, d'obtenir la cession de l'intégralité des droits patrimoniaux appartenant aux personnes physiques auteur des Résultats. Les Parties sont copropriétaires des Résultats relevant du droit d'auteur sous réserve d'avoir obtenu la cession mentionnée précédemment.

La copropriété porte sur les droits suivants : les droits d'utilisation, de reproduction, d'adaptation, de représentation et d'exploitation de toute création originale, au sens du Code de la Propriété Intellectuelle, réalisée dans le cadre du Contrat, en ce compris les rapports et la documentation, et plus généralement tout élément des Résultats susceptible d'être protégé au titre du droit d'auteur. Les droits susvisés sont accordés au fur et à mesure de l'obtention des Résultats, pour tous pays et pour toute la durée légale de leur protection par le droit d'auteur

Ces droits comprennent les droits d'utilisation, de reproduction, d'adaptation, de représentation et d'exploitation comme précisé ci-après :

- le droit d'utilisation est le droit d'utiliser les Résultats pour tous usages, à quelque titre que ce soit.
- le droit de reproduction comporte notamment le droit de stocker les Résultats sur tout support, le droit de reproduire ou de faire reproduire les Résultats, par tous moyens, sous toutes ses formes et sur tous supports, notamment informatiques (disquettes, CD-ROM, DVD-ROM...) et sur tout support présent ou à venir, en un nombre d'exemplaires illimités.
- le droit d'adaptation comprend le droit de corriger les erreurs, le droit d'établir toute version, en langue française et étrangère et en tout langage notamment informatique de tout ou partie des Résultats et plus généralement le droit de traduction, d'arrangement, de modification, d'adaptation, de transformation en tout ou partie et sous forme écrite, orale

télématique, numérique etc. des Résultats aux fins de tous types d'utilisation et/ou d'exploitation.

-le droit de représentation comporte notamment le droit de représenter ou de faire représenter publiquement les Résultats ou leurs exploitations secondaires par tous procédés connus ou inconnus à ce jour, à savoir la diffusion, la communication par voie analogique et/ou numérique sur tous réseaux informatiques de télécommunications ouverts et/ou privés, nationaux et/ou internationaux, dans les circuits de diffusion spécialisés ou grand public.

-le droit d'exploitation comporte notamment le droit d'exploiter directement et/ou d'accorder à des tiers, tant en France, qu'à l'étranger par voie de cession ou de concession, exclusive ou simple, transférable ou non, à titre gratuit ou onéreux, les droits d'utilisation, de reproduction, de représentation et/ou d'exploitation des Résultats.

Chaque Partie peut utiliser librement et gratuitement les Résultats issus des travaux de recherche pour ses besoins propres de recherche.

A défaut d'accord conclu entre les Parties et sous réserve des droits précédemment définis, chaque Partie disposera gratuitement d'un droit d'exploitation non exclusif des Résultats issus des travaux de recherche.

Si une Partie exploite à des fins industrielles ou commerciales de manière directe ou indirecte les Résultats issus des travaux de recherche, elle versera aux autres une rémunération dont la nature et le mode de calcul seront définis en fonction de l'apport intellectuel et financier des Parties aux Résultats issus des travaux de recherche. Ces modalités seront définies dans un accord de copropriété signé par les Parties préalablement à toute exploitation.

Si l'exploitation des résultats issus des travaux de recherche par l'une des Parties nécessite l'utilisation des connaissances antérieures détenues pour partie ou en totalité par une autre Partie, celle-ci s'efforcera, sous réserve des droits consentis à des tiers, de favoriser cette exploitation. Les conditions d'utilisation des droits antérieurs seront alors fixées contractuellement au cas par cas.

## **ARTICLE 6 : CONFIDENTIALITÉ**

Chaque Partie s'engage à ne pas publier ni divulguer de quelque façon que ce soit les informations scientifiques, techniques ou commerciales autres que celles issues des Travaux et notamment les connaissances antérieures, appartenant aux autres Parties dont elle pourrait avoir connaissance à l'occasion de l'exécution du présent contrat et ce, tant que ces informations ne seront pas du domaine public.

Chaque Partie s'engage à prendre toutes dispositions nécessaires, notamment auprès de tous les membres de son personnel ayant à en connaître, pour prévenir et éviter toute divulgation à des tiers, de quelque manière que ce soit.

Les dispositions ci-dessus ne sont pas applicables aux informations qui font déjà partie du domaine public à ce jour, ou qui viendront à y tomber ultérieurement sans faute de la part de la Partie à qui elles ont été communiquées, ou qui étaient déjà en sa possession auparavant sans obligation de secret à leur égard.

Cet article restera en vigueur pendant 5 ans à compter de la date de signature du présent contrat, nonobstant la résiliation ou l'arrivée à échéance de ce dernier.

## **ARTICLE 7 : PUBLICATIONS**

Toute publication ou communication d'informations, de résultats ou du savoir-faire issus des Travaux, par l'une ou l'autre des Parties, devra recevoir, pendant la durée du présent contrat et les 12 mois qui suivent son expiration, l'accord écrit des autres Parties qui feront connaître leur décision dans un délai maximum de deux (2) mois à compter de la demande. Passé ce délai et faute de réponse, l'accord sera réputé acquis.

En conséquence, tout projet de publication ou communication sera soumis à l'avis des autres Parties qui pourront supprimer ou modifier certaines précisions dont la divulgation serait de nature à porter préjudice à leur activité, dans de bonnes conditions. De telles suppressions ou modifications ne porteront pas atteinte à la valeur scientifique de la publication.

De plus, les autres Parties pourront retarder la publication ou la communication d'une période maximale de dix-huit (18) mois à compter de la demande, notamment si des informations contenues dans la publication ou communication doivent faire l'objet d'une protection au titre de la propriété intellectuelle.

Ces publications et communications devront mentionner le concours apporté par chacune des Parties à la réalisation des Travaux, ainsi que le nom de la salariée-doctorante, en tant qu'auteur.

Toutefois, ces stipulations ne pourront faire obstacle :

- ni à l'obligation qui incombe à chacune des personnes participant aux Travaux de produire un rapport d'activité à l'organisme dont elle relève, dans la mesure où cette communication ne constitue pas une divulgation au sens des lois sur la propriété industrielle ;
- ni à la soutenance de thèse des chercheurs dont l'activité scientifique est en relation avec l'objet du présent contrat, cette soutenance devant être organisée chaque fois que nécessaire de façon à garantir, tout en respectant la réglementation universitaire en vigueur, la confidentialité de certains résultats des Travaux.

## **ARTICLE 8 : FINANCEMENT**

La COLLECTIVITÉ prend en charge le salaire et les charges sociales de la salariée-doctorante, durant les trois années de sa thèse, ainsi que ses frais de mission conformément aux règles applicables à tout salarié de la COLLECTIVITÉ.

La COLLECTIVITÉ recrute Mademoiselle Saphia Doumenc à compter du 3 avril 2017 et ce pour une durée de trois ans.

Une demande de financement a été adressée à l'ANRT. La COLLECTIVITÉ a informé les ETABLISSEMENTS et les LABORATOIRES de la réponse positive de l'ANRT. La convention CIFRE signée entre le Rize et l'ANRT a démarré le 1<sup>er</sup> juin 2017.

Il est entendu qu'il n'existe pas de flux financier entre les Parties dans le cadre du présent contrat et pour l'exécution des Travaux, chaque Partie supportant ses propres coûts.

## **ARTICLE 9 : RESPONSABILITE**

Le présent contrat implique que la salariée doctorante travaille à 25% de son temps dans les locaux des LABORATOIRES. Elle sera alors placée sous l'autorité du directeur de l'établissement d'accueil et devra se conformer au règlement intérieur de cet établissement. Toutes instructions utiles lui seront données à ce sujet au moment de son affectation.

La COLLECTIVITÉ continuera toutefois d'assumer, en tant qu'employeur, à l'égard de la salariée doctorante qu'elle rémunère, toutes les obligations sociales et fiscales et toutes les prérogatives administratives de gestion. Les ETABLISSEMENTS et les LABORATOIRES fourniront à cet effet à l'employeur toutes les indications utiles et les éléments d'appréciation indispensables.

LA COLLECTIVITÉ prendra en charge la couverture de son personnel affecté aux activités communes conformément à la législation applicable au régime des accidents du travail et des maladies professionnelles dans le domaine de la sécurité sociale.

En revanche, les ETABLISSEMENTS et les LABORATOIRES assumeront la responsabilité civile concernant les actes des agents d'une autre partie travaillant dans leur LABORATOIRE comme s'il s'agissait de son propre personnel, et ce en vertu du fait que ces personnels sont placés sous l'autorité et soumis au règlement intérieur de l'établissement d'accueil.

Chacune des Parties sera responsable, dans les conditions du droit commun, des dommages que son personnel pourrait causer aux tiers à l'occasion de l'exécution du présent contrat.

Chaque Partie sera responsable des dommages causés par son matériel au personnel, à l'occasion de l'exécution du présent contrat, sauf faute lourde de l'agent.

Chaque Partie répondra des dégradations, causées par ses agents respectifs, aux locaux, installations ou équipements mis à disposition pendant le temps où elle en aura la jouissance.

## **ARTICLE 10 : RÉSILIATION**

Le présent contrat peut être résilié de plein droit par l'une des Parties en cas d'inexécution par l'autre d'une ou plusieurs des obligations contenues dans ses diverses clauses. Cette résiliation ne devient effective que trois mois après l'envoi par la Partie plaignante d'une lettre recommandée avec accusé de réception exposant les motifs de la plainte, à moins que dans ce délai la Partie défaillante n'ait satisfait à ses obligations ou n'ait apporté la preuve d'un empêchement consécutif à un cas de force majeure.

L'exercice de cette faculté de résiliation ne dispense pas la Partie défaillante de remplir les obligations contractées jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation et ce, sous réserve des dommages éventuellement subis par la Partie plaignante du fait de la résiliation anticipée du contrat.

Au cas où l'ANRT suspendrait ou résilierait la subvention CIFRE, la COLLECTIVITÉ s'engage à informer sans délai les ETABLISSEMENTS et les LABORATOIRES de la décision de l'ANRT. En cas de suspension, les Parties se réuniront alors afin de définir la suite à donner au présent contrat. Le présent contrat sera résilié de plein droit en cas de résiliation du contrat de travail conclu entre la COLLECTIVITE et la doctorante.

## **ARTICLE 11 : LITIGE**

Le présent contrat est soumis aux lois et règlements français.

En cas de difficulté sur l'interprétation ou l'exécution du présent contrat, les Parties s'efforceront de résoudre leur différend à l'amiable. En cas de désaccord persistant, les Tribunaux français compétents seront saisis.

## **ARTICLE 12 : AVENANT**

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution du présent contrat, définie d'un commun accord entre les Parties, fera l'objet d'un avenant.

## **ARTICLE 13 : INTÉGRALITÉ ET LIMITE DU CONTRAT**

Le présent contrat, assorti des ses annexes, exprime l'intégralité des obligations des Parties. Aucune clause figurant dans des documents envoyés ou remis par les Parties ne pourra s'y intégrer

## **ARTICLE 14 : INVALIDITÉ D'UNE CLAUSE**

Si une ou plusieurs stipulations du présent contrat étaient tenues pour non valides ou déclarées telles en application d'un traité, d'une loi ou d'un règlement, ou encore à la suite d'une décision définitive d'une juridiction compétente, les autres stipulations garderont toute leur force et leur portée. Les Parties procéderont alors sans délai aux modifications nécessaires en respectant, dans toute la mesure du possible, l'accord de volonté existant au moment de la signature du présent contrat.

Fait en cinq exemplaires, à Villeurbanne le

Pour l'UNIVERSITE LYON 2,  
La Présidente

Pour la COLLECTIVITE,  
Le Maire

Nathalie DOMPNIER

Jean-Paul BRET

Visa de l'équipe de recherche  
Pour TRIANGLE, son directeur  
Claude Gautier

Pour le CNRS Provence et Corse,  
Le Délégué Régional,

Younis HERMES

Visa de l'équipe de recherche  
Pour le LEST, sa directrice  
Ariel MENDEZ



Projet de thèse  
Mention *Science Politique*

***Quand Marseille renseigne Villeurbanne : pour une sociogenèse de  
l'engagement politique et syndical en milieu précaire  
Enquête auprès de travailleuses et travailleurs du nettoyage***

Direction de thèse proposée en codirection  
à Sophie Bérout (TRIANGLE)  
et Paul Bouffartigue (LEST)

***Sommaire***

<b><u>Introduction</u></b> .....	10
<b><u>Présentation du sujet de la recherche</u></b> .....	12
<b><u>Des logiques d'identifications différenciées</u></b> .....	13
<b><u>Le syndicat, une ressource d'émancipation...</u></b> .....	14
<b><u>...parmi d'autres ?</u></b> .....	15
<b><u>Propositions de questionnement</u></b> .....	15
<b><u>Dispositif méthodologique envisagé</u></b> .....	16
<b><u>Proposition d'un calendrier de travail</u></b> .....	18
<b><u>Références bibliographiques</u></b> .....	18

## - Introduction

La recherche doctorale envisagée vise à analyser les logiques d'un recours à l'engagement syndical, voire à une mobilisation collective, de la part de travailleuses à l'épreuve de différentes formes de dominations : en termes de rapports de classe, de genre, d'origine ethnique, etc. En choisissant deux terrains d'étude différents, ce travail insistera également sur la dimension spatiale de ce qui rend possible la/les mobilisation(s).

Afin de saisir d'éventuelles spécificités territoriales, il semble intéressant de mettre en perspective le terrain villeurbannais avec un terrain secondaire, la ville de Marseille. Ces régions métropolitaines sont toutes deux fortement marquées par la mémoire ouvrière et migratoire<sup>1</sup>. Selon les derniers chiffres de l'INSEE pour l'année 2013, ces deux villes se distinguent aujourd'hui encore pour ces deux particularités<sup>2</sup>.

La conduite de plusieurs terrains exploratoires a, en effet, d'ores et déjà donné à voir deux configurations socio-spatiales différenciées. À Villeurbanne, les femmes constituant l'échantillon de la recherche sont très peu mobilisées, ce qui laisse davantage de place à la reproduction des dominations, tandis qu'à Marseille où les mobilisations s'organisent de manière régulière et récurrente depuis la fin de l'année 2015, les dominations sont à la fois davantage repérées et dénoncées<sup>3</sup>. Or en termes de probabilités sociologiques, la configuration villeurbannaise semble être la plus vraisemblable et la plus représentative des logiques de domination qui touchent les travailleuses précaires. Ainsi, cette enquête multi-située permettra de renseigner le cas ordinaire de Villeurbanne par une mise en perspective avec un phénomène extra-ordinaire : la mobilisation de femmes précaires à Marseille.

Néanmoins, à l'instar de certaines chercheuses qui travaillent sur l'immigration, nous pensons qu'il est impératif de sortir d'une vision opposant d'une part les femmes mobilisées qui seraient émancipées et d'autre part, un groupe de femmes non-mobilisées, auxquelles seraient attribuées des attitudes de soumission<sup>4</sup>.

Ce projet de recherche est à replacer dans le prolongement d'un travail de master 2 dirigé par Sophie Bérout et mené dans le cadre d'une résidence de recherche au Rize à Villeurbanne. Le mémoire de recherche portait sur l'étude de l'articulation complexe entre les transformations du travail ouvrier, notamment l'expérience de la précarité par le recours à

---

<sup>1</sup> Notons par ailleurs qu'il existe des structures similaires par leur originalité, promouvant les questions de mémoires migratoires et ouvrières : « le Rize » à Villeurbanne, et « Approches » à Marseille. De la même manière, le réseau Traces en Rhône Alpes et RHMIT (Réseau pour l'Histoire et la Mémoire des Immigrations et des Territoires) en PACA poursuivent des démarches semblables.

<sup>2</sup> En effet, la part de la population étrangère est au-delà des moyennes nationales : 12,3% à Villeurbanne et 8,21% à Marseille contre 6,1% en France métropolitaine ; il en va de même pour la part de la population immigrée qui est respectivement de 18% et de 13,2% pour une moyenne nationale de 8,8%. La part des ouvrier.es et employé.es reste également légèrement supérieure aux moyennes nationales. Il en résulte l'existence d'antennes syndicales plus ou moins actives sur les territoires. Parmi les syndicats les plus actifs dans la défense des travailleur.es du nettoyage se trouve en premier lieu le syndicat libertaire et largement minoritaire, la CNT-SO.

<sup>3</sup> Nous reviendrons plus longuement par la suite sur la présentation des enquêtées et des différents terrains d'étude.

<sup>4</sup> Adelina Miranda et al., « Les mobilisations des migrantes : un processus d'émancipation invisible ? Introduction », *Cahiers du Genre* 2011/2, n° 51, p. 5-24.

l'intérim dans le bâtiment<sup>5</sup>, et les diverses formes de (re)configurations spatiales à Villeurbanne.

L'articulation entre le travail de recherche de master 2 et la recherche doctorale envisagée repose en partie sur une hypothèse formulée par Paul Bouffartigue selon laquelle, quand un.e travailleur.se précaire côtoie dans son cadre professionnel des travailleurs.ses à statut, les solidarités mises en œuvre sont avant tout d'ordres professionnelles : l'obtention de ce statut apparaît possible. À l'inverse, lorsque ces mêmes travailleurs.ses sont inséré.es dans des secteurs très largement précarisés, l'activation des solidarités se porte alors davantage sur des relations extra-professionnelles<sup>6</sup>.

Pour permettre de faire exister ces solidarités professionnelles, nous avons vu dans le mémoire de master 2 que plusieurs intérimaires évitent, au travail, certains sujets de discussion. L'un d'eux expliquait notamment que « la politique, c'est comme la religion et la musique sur les chantiers [...] c'est interdit ! ». Les variables culturelles et politiques apparaissant ici comme autant de clivages potentiels, il semble dès lors important, pour nombres des enquêtés rencontrés, d'éviter de les mobiliser.

En envisageant d'étudier désormais les modalités de l'engagement et du non-engagement de femmes exerçant dans des secteurs où l'activité repose presque entièrement sur du travail précaire, nous souhaitons appréhender la manière dont s'imbriquent les différentes variables sociales, qu'elles soient d'origines ethniques, territoriales, religieuses, de genre etc. pour faire exister des solidarités.

L'originalité de ce projet de recherche réside dans le fait qu'il souhaite comprendre l'articulation entre les différents espaces sociaux dans lesquels évoluent ces travailleuses, mais également les ressources et les contraintes qui résultent de ces entrecroisements créant et rendant possibles les dynamiques d'un engagement collectif. En proposant cette lecture croisée des conditions de mobilisations, cette recherche doctorale souhaite (donc) rendre également compte des conditions de non-mobilisation de femmes précarisées.

Pour appréhender ces modalités d'engagement et de non-engagement de travailleuses à l'épreuve de différentes formes de dominations, nous avons choisi une entrée par l'espace social que constitue la sphère du travail, et en particulier le secteur du nettoyage. En effet, celui-ci est emblématique de la précarisation du travail et de l'emploi<sup>7</sup> : socialement dévalorisé, il repose sur une division sexuelle et ethnique du travail. Les salarié.es du nettoyage subissent, du fait de la tertiarisation et des processus d'externalisation, des temps partiels décalés et des conditions de travail pénibles la plupart du temps non reconnues comme telles. Le recours à la sous-traitance – presque systématique dans le secteur de la propreté – induit une atomisation certaine des travailleur.ses aussi bien sur les lieux de travail qu'à l'extérieur<sup>8</sup>. Mais, prises dans des relations d'interdépendance, ces travailleur.ses partagent des trajectoires similaires ; migratoires, scolaires, résidentielles etc.

---

<sup>5</sup> Nicolas Jounin, *Chantier interdit au public. Enquête parmi les travailleurs du bâtiment*, Paris, La Découverte, 2008

<sup>6</sup> Paul Bouffartigue, Quelles bases objectives pour les résistances et les mobilisations de travailleurs précaires ou/et informels ? Quatorzièmes Journées de la sociologie du travail (JIST) : "Les marges du travail et de l'emploi : formes, enjeux, processus", CLERSE CNRS, Université Lille 1, Jun 2014, Lille, France. 2014

<sup>7</sup> Bérour Sophie, Bouffartigue Paul (dir.), *Quand le travail se précarise, quelles résistances collectives ?* Paris, La Dispute, 2009

<sup>8</sup> Pour approfondir sur le secteur du nettoyage, nous renvoyons notamment aux travaux Jean-Michel Denis (2008 et 2009) et de Cristina Nizzoli (2015).

## - **Présentation du sujet de la recherche**

### ***Une recherche, deux terrains***

Certains syndicats déploient des stratégies de syndicalisation propres à ces secteurs précarisés, en France, c'est notamment le cas de la CNT-Solidarité Ouvrière, ultra spécialisée dans la défense juridique des travailleur.ses du nettoyage. Pourtant héritées d'une tradition de l'anarcho-syndicalisme, faisant le choix d'un syndicalisme « militant », les pratiques de la CNT-SO se sont *assouplies*<sup>9</sup>. La stratégie syndicale vise à s'implanter dans des secteurs très peu syndicalisés et fortement précarisés. Elle tente pour cela de créer de nouveaux liens avec différentes affinités : religieuses, associatives, ou encore ethniques<sup>10</sup>.

À Villeurbanne, le local de la CNT-SO, implantée dans le quartier Gratte-Ciel semble perdre certain.es adhérent.es depuis l'année 2015<sup>11</sup>. Afin d'appréhender le plus rapidement possible ces réalités et de m'immerger sur mon principal terrain d'investigation j'ai obtenu, en septembre 2016, un stage de trois mois au sein du syndicat à Villeurbanne. Ce stage s'inscrit dans le cadre d'une campagne de syndicalisation lancée à la rentrée scolaire 2016 afin d'engager de nouvelles adhésions et mobilisations sur le modèle de l'union locale de Marseille.

En effet, à Marseille, depuis le début de l'année 2015, des femmes de chambre, travaillant dans de grands hôtels de luxe marseillais, sont à l'initiative de plusieurs journées de grèves soutenues par le syndicat de la CNT-SO. Ces mobilisations collectives sont portées en grande partie par des femmes originaires du Cap-Vert, intervenant dans des hôtels ayant pour point commun la sous-traitance du nettoyage. La dimension ethnico-culturelle semble jouer un rôle dans cette dynamique revendicatrice. Ainsi, lors d'une approche exploratoire du terrain en décembre 2015, des tensions entre différentes femmes de chambre ont été constatées. Le mouvement fut rejoint par des travailleuses d'origine comorienne – travaillant pour les mêmes groupes – lesquelles, remarquant la présence majoritaire de femmes capverdiennes, n'ont finalement plus souhaité s'allier à la grève... Bien qu'exposé rapidement, ce récit de lutte pose une énigme sociologique, souvent questionnée en termes de « mobilisations improbables »<sup>12</sup>. En se focalisant moins sur ce qui rend ces mobilisations improbables, nous souhaitons prêter attention à ce qui les rend

---

<sup>9</sup> Les fonctionnements de la CNT-SO sont assez similaires à ceux de l'Union syndicale Solidaires.

<sup>10</sup> Nous renvoyons notamment à des travaux américains autour de la notion de *community organizing*. Depuis les années 1990, les syndicats remodelent leurs stratégies d'implantation et d'action. Voir notamment les travaux d'Adrien Thomas « Universitaires engagés et nouveaux cadres syndicaux aux États-Unis : une alliance pour faire face au déclin des syndicats ? » (2011) et de Mathieu Hocquelet « « Making change at Walmart » : le syndicalisme solidaire étasunien au sein d'une multinationale des services » (2014). Notons d'ailleurs que la personne engagée pour relancer l'antenne villeurbannaise est tout à fait empreinte des techniques de l'*empowerment*.

<sup>11</sup> Selon l'une des travailleuses rencontrée fin août 2016, la baisse du nombre d'adhérent.e serait d'abord le résultat de tensions personnelles en interne.

<sup>12</sup> Nous faisons ici référence à différents travaux parmi lesquels : Annie Collovald, Lilian Mathieu, « Mobilisations improbables et apprentissage d'un répertoire syndical », *Politix*, 86, 2009, p. 119-143 ; Carine Eff, « Journal d'une femme de chambre », *Vacarme*, 2003, 2004 ; Mogniss H. Abdallah, « Frotter, toujours frotter, c'est fini, il faut payer », *Plein droit*, 2010/4 (n° 87), p. 32-36 ; et également l'ouvrage collectif de Pierre Barron, Anne Bory, Sébastien Chauvin, Nicolas Jounin et Lucie Tourette, *On bosse ici, on reste ici. La grève des sans-papiers : une aventure inédite*, Paris, La Découverte, 2011.

possibles : quelles sont les conditions sociales, matérielles et symboliques qui permettent l'action collective ou/et syndicale de groupes sociaux à faible ressources ?

Il est étonnant de remarquer la relative médiatisation<sup>13</sup> de ces conflits sociaux rendant ainsi visible la mobilisation de femmes cumulant diverses propriétés sociales marquées par les stigmates sociaux, de classe, de genre et d'origine ethnique. La syndicalisation de ces femmes et les difficultés rencontrées sur le terrain suscitent au moins trois curiosités sociologiques.

Tout d'abord, il n'y a rien d'évident, lorsque l'on est travailleuse du bas de l'échelle, dans le fait de se tourner vers une petite structure syndicale, non représentative aussi bien à l'échelon national qu'au niveau de la branche, et surtout aussi marquée politiquement et idéologiquement.

Ensuite, quand un processus d'engagement est entamé quelles sont les raisons du désengagement et comment se traduit-il ?

Enfin, ce fait anecdotique semble renseigner, dans leurs marges, une partie des enjeux contemporains qui entourent les conditions d'engagement et de lutte des travailleuses précaires auxquels est confronté le syndicalisme.

Ainsi, tant dans le champ politique qu'au sein de la recherche, la question des conditions de l'émancipation des dominations, sous toutes leurs formes, invite à comprendre la manière dont la mobilisation de précaires est rendue (im)possible. Néanmoins, les conditions de possibilités d'un fait social ne sauraient prétendre pleinement résumer sa sociogenèse. Aussi semble-t-il fondamental de saisir les divers mécanismes susceptibles de nourrir un sentiment d'appartenance collective des individus isolés dans leurs relations de travail.

### *Des logiques d'identifications différenciées*

Le court récit de la mobilisation marseillaise met en exergue l'importance des variables ethno-culturelles. À Marseille, le groupe social étudié est composé de femmes majoritairement capverdiennes, pour partie assez jeunes, dont beaucoup sont primo-arrivantes sur le territoire français. La plupart des enquêtées, d'origine capverdienne ont soit la nationalité portugaise, soit des titres de séjours provisoires. Parmi les autres, nous retrouvons des femmes d'origine guinéenne comoriennes et maghrébines. Les profils des travailleuses dans le nettoyage ne se distinguent pas beaucoup à Villeurbanne : nous avons pour l'heure constaté la présence majoritaire de femmes d'origine maghrébines et comoriennes. Ainsi, les profils migratoires sont spécifiques à bien des égards : ancienneté des mobilités, origines géographiques distinctes (rurales ou citadines) et se distinguent, au sens de Pierre Bourdieu, par capitaux sociaux, économiques, culturels mais également militants. Cependant il ne s'agit pas de mettre en avant une ethnicité réifiée car d'autres médiations peuvent être à l'origine d'une identification commune. Bien que partiellement satisfaisante, la notion d'identification permet de définir diverses sphères sociales, spatiales, ethniques, religieuses, syndicales, etc. auxquelles les agents se réfèrent pour se situer individuellement et collectivement dans un espace social donné<sup>14</sup>. Toutes ces

---

<sup>13</sup> Pour plus d'informations sur les divers mouvements, nous renvoyons au site de la CNT-SO 13.

<sup>14</sup> Pour aller plus loin sur la notion d'identification, cf. le texte de Martina Avanza et Gilles Laferté « Dépasser la « construction des identités » ? Identification, image sociale, appartenance », *Genèses* 4/2005, n° 61, p. 134-152. Nous renvoyons également au texte de Rogers Brubaker et Frédéric Junqua « Au-delà de L'« identité » », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 2001, Vol. 139, p.66-85

employées du nettoyage partagent une situation de travail analogue basée sur une double subordination, du fait de la sous-traitance<sup>15</sup>.

En mettant l'accent sur des différenciations ethniques, ces travailleuses mobilisent des identifications qui ne sont pas d'ordres professionnelles. Dans son travail sur la mobilisation de salariés d'un hypermarché, Marlène Benquet a notamment illustré la manière dont d'autres sentiments d'appartenances, notamment territoriales, peuvent jouer comme autant de ressources permettant de mener collectivement une grève<sup>16</sup>. Mettre en perspective le terrain marseillais extra-ordinaire avec la configuration plus ordinaire du contexte villeurbannais conduira, empiriquement, à identifier les variations (particularités locales) permettant en creux d'esquisser les invariants socio-logiques de la non-mobilisation.

### *Le syndicat, une ressource d'émancipation...*

Rares sont les situations de domination qui n'engendrent pas quelques formes de résistance ; on peut considérer que la multiplication des rapports de domination accroît les potentiels d'émancipation. Aussi, depuis quelques années, un certain nombre de travaux en sciences sociales – mais pas uniquement<sup>17</sup> – s'attachent à décrire les conditions de mobilisations d'une partie des franges les plus précaires du salariat. Ces travaux montrent que pour comprendre les mobilisations, il est nécessaire d'articuler diverses connaissances académiques souvent cloisonnées sur le plan disciplinaire, notamment la sociologie du travail, des mobilisations et des migrations en élaborant une approche intersectionnelle mettant en lien genre, classe et origine ethnique. S'intéresser aux mobilisations des précaires suppose d'opérer un décroisement à la fois « empirique et théorique »<sup>18</sup>.

Si cette recherche doctorale propose de décrire les processus menant certaines femmes (partageant des situations de travail identiques) à s'engager dans une lutte collective, dans une posture comparative<sup>19</sup>, il apparaît ainsi crucial pour décrire comment certaines s'engagent, de décrire également comment d'autres ne s'engagent pas ou s'engagent éventuellement ailleurs ou dans autre chose. Ainsi, rendre lisible le groupe des femmes « visibles » permettrait d'interroger le groupe des femmes « invisibles ». Nous nous placerons dans la lignée de nombreux travaux sur les mobilisations de migrantes : « Pour saisir la coexistence des diverses morphologies migratoires féminines, les analyses devraient œuvrer à la déconstruction d'une vision antinomique (femmes mobilisées =

---

<sup>15</sup> Cette situation n'est pas sans rappeler celles décrites par Nicolas Jounin des travailleurs maliens en région parisienne. Si dans l'ouvrage issu de sa thèse (2008) l'auteur montre comment la question des discriminations raciales vient « à l'appui » des discriminations sociales ou de classe (p.43), à l'occasion d'un travail sur la grève des sans-papiers, il met en évidence que la question de l'origine *ethnique* n'est plus la référence, elle a été remplacée par celle de « travailleur sans papier » embrassant désormais un « double référent (de classe et civique) », (2014).

<sup>16</sup> Marlène Benquet, « Les raisons de l'action collective. Retour sur la mobilisation improbable des salariés d'un hypermarché », *Sociologie du Travail*, 2010, n°3, p. 305-322.

<sup>17</sup> Anne Bory et Sophie Pochic, ont montré (2014) que le regain d'intérêt pour les conflits du travail n'est pas seulement propre aux chercheurs en sciences sociales, mais touche également le monde artistique et particulièrement le cinéma. Notons d'ailleurs que plusieurs documentaires ont retracé la lutte de femmes de ménages en grève : *Remue-ménage dans la sous-traitance* d'Ivora Cusack (2008) et *On a grèvé* de Denis Gheebrant (2014).

<sup>18</sup> Baptiste Giraud, « Des conflits du travail à la sociologie des mobilisations : les apports d'un décroisement empirique et théorique », *Politix*, 2/2009, Vol. 22, p. 13-29.

<sup>19</sup> Norbert Elias, *La dynamique de l'Occident*, Paris, Calmann-Lévy, 1975

émancipées / femmes non-mobilisées = soumises) et rechercher les conditions de l'action dans l'intersection des plans de l'agir individuel, familial et collectif »<sup>20</sup>.

Retracer les parcours et la sociogenèse de l'engagement militant de ces travailleuses permettrait ainsi d'éclairer les différentes logiques d'identifications sociales de travailleuses disqualifiées en situation de précarité. Autrement dit, l'enjeu est bien de saisir l'engagement syndical comme une ressource symbolique et matérielle, c'est-à-dire comme une ressource parmi d'autres<sup>21</sup> (peut-être même à défaut d'autres)<sup>22</sup> permettant la réaffirmation aux yeux de tous de l'existence d'un groupe social invisible, bien qu'effectif.

### *...parmi d'autres ?*

Face à une précarité professionnelle contraignante, le syndicat peut apparaître comme une réponse efficace. L'adhésion syndicale semble ainsi fonctionner comme une ressource légitime garantissant à des individus socialement dominés un discours collectif pour penser le monde et se penser soi-même. Mais d'autres institutions sont susceptibles d'assumer ce rôle social. Dès lors, il apparaît important de prendre en considération diverses sphères sociales et spatiales au sein desquelles les travailleuses du nettoyage s'inscrivent. La sphère familiale, la religion, certaines associations dites « communautaires » ou de quartiers, mais encore bien d'autres espaces sociaux peuvent jouer dans la relégitimation des individus socialement dominés. Elles constituent également des garanties de protections dans un contexte de précarité professionnelle et sociale.

Différents temps sociaux de la vie des travailleuses sont donc à prendre en considération. L'enjeu de ce travail – et son originalité – est d'articuler les domaines professionnels avec, pour reprendre l'expression de Martin Thibaut, ce qui constitue les « sphères du dehors » des travailleuses<sup>23</sup>. Ces dernières sont composées d'une foule de pratiques sociospatiales très hétérogènes. Ainsi, l'origine ethnique, les liens maintenus avec le pays, la religion, le lieu de résidence, les lieux de sociabilité, les réseaux d'entraide sont autant de dimensions qu'il s'agit d'envisager dans les logiques conduisant à une identification sociale plus large : la conscience diffuse ou revendiquée d'être du côté des dominés.

## **- Propositions de questionnement**

S'intéresser aux différentes ressources matérielles symboliques de femmes travaillant dans le secteur du nettoyage revient à décrire les problèmes sociaux auxquels se trouve confrontée une partie de la société française contemporaine : les femmes, ethnicisées, disqualifiées socialement, à l'épreuve de la précarité, élevant parfois seules des enfants et vivant généralement en périphérie des grandes villes.

À cet égard, l'on peut se demander si, dans le cas des travailleuses du nettoyage, la syndicalisation voire, la participation à une grève résulte simplement de revendications de

---

<sup>20</sup> Adelina Miranda et al., « Les mobilisations des migrantes : un processus d'émancipation invisible ? Introduction », *art. cit.*

<sup>21</sup> Nous pouvons faire l'hypothèse que le local peut jouer dans l'affirmation d'une appartenance sociale, nous renvoyons notamment au travail de Nicolas Renahy, « Classes populaires et capital d'autochtonie. Genèse et usages d'une notion », *Regards sociologiques*, 2010, n°40, p. 9-26

<sup>22</sup> Lilian Mathieu, *Comment lutter ? Sociologie et mouvements sociaux*, Paris, Textuel, 2004

<sup>23</sup> Martin Thibaut, *Ouvrier malgré tout*, Paris, Raisons d'agir, 2013

meilleures conditions salariales ou, si elle est un moyen de se rendre visible dans une société où leurs caractéristiques sociales sont souvent stigmatisées. D'ordinaire victimes d'une invisibilité médiatique ou encore politique, les femmes de chambre semblent profiter des luttes sociales pour revendiquer collectivement ce qui leur paraît (désormais ?) relever de leur droit, mais également marquer l'espace de leur présence.

Finalement il s'agit de comprendre la manière dont certaines ressources peuvent apparaître comme « alternatives » pour confirmer l'existence d'un groupe social nié par le « modèle culturel de la citoyenneté<sup>24</sup> ». En analysant l'intrication des différentes logiques d'identifications (incluant les trajectoires familiales, migratoires, scolaires, résidentielles, mais aussi en termes de participation militante) du groupe social étudié, l'enjeu est bien de comprendre la manière dont celles-ci peuvent encourager ou, au contraire, entraver l'action collective.

Ce projet de recherche permettrait de compléter les travaux sur la sociologie des travailleuses précaires ayant à disposition, du fait de leurs relations de travail et de sociabilité, la possibilité d'un engagement syndical<sup>25</sup>. En effet, si le syndicat demeure un espace de défense des travailleurs, que ce soit à titre individuel ou collectif, le recours aux répertoires d'actions syndical peut apparaître comme un outil d'émancipation y compris dans d'autres domaines que la simple activité professionnelle<sup>26</sup>.

## - Dispositif méthodologique envisagé

En salariant des permanents à Paris, Lyon et Marseille, la stratégie de la CNT-SO a permis d'organiser la défense juridique de nombreux salarié.es. Il en résulte une pluralité des répertoires d'actions proposés par le syndicat : journées de grèves, parfois avec occupation des espaces publics, recours à des procédures judiciaires via les prud'hommes, organisations de temps plus conviviaux etc<sup>27</sup>. Prendre en considération les différents répertoires d'actions évite de réifier des ressources et des *identités* souvent modelées dans les mobilisations. Une attention particulière sera consacrée à l'évolution des rapports sociaux – notamment de sexe – mais également à l'observation d'émergence de revendications politiques plus larges dans le cadre de la lutte<sup>28</sup>.

Le premier terrain d'enquête envisagé est situé dans le quartier des Gratte-Ciel à Villeurbanne. Du fait de ma présence quotidienne depuis le début du mois de septembre, de nombreux contacts ont pu être établis avec des travailleuses, ainsi qu'avec une personne employée par le syndicat pour relancer l'action syndicale. Ce premier terrain sera doublé d'une autre entrée territoriale : celle de Marseille où la CNT-SO est implanté dans le quartier du Panier. Le secteur de la propreté étant scindé en quelques entreprises se partageant le marché, les travailleuses des deux villes partagent bien souvent, en plus de leurs conditions sociales aussi larges qu'elles soient, un même employeur.

---

<sup>24</sup> Dominique Schnapper, *Qu'est-ce que la citoyenneté ?* Paris, Gallimard, 2000

<sup>25</sup> Bruno Duriez et Frédéric Sawicki, « Réseaux de sociabilité et adhésion syndicale. Le cas de la CFDT », *Politix*, 3/2003, Vol. 63, p.17-51

<sup>26</sup> Corinne Mélis, « Des syndicalistes comme les autres ? » L'expérience syndicale de migrantes et de filles d'immigrés d'Afrique du Nord et sub-saharienne. », *L'Homme et la société* 2/2010, n° 176-177, p. 131-149

<sup>27</sup> Ripoll Fabrice, « Espaces et stratégies de résistance : répertoires d'action collective dans la France contemporaine », *Espaces et sociétés* 3/2008 (n° 134), p. 83-97

<sup>28</sup> Pour l'heure, nous avons pu observer des remises en question de la part de certaines femmes à leur assignation de maternité. Agacée, une enquêtée nous faisait part de son point de vue : « C'est pas parce qu'on n'est pas mariée et qu'on n'a pas d'enfant(s) qu'on n'a pas réussi sa vie...ça m'énerve ça ! ».



Dans ce travail, l'approche ethnographique sera privilégiée. Nous souhaitons appréhender au mieux les modalités des processus d'identification et de construction des relations entre les différentes travailleuses. En saisissant ces relations comme un réseau de relations d'interdépendances nous accorderons une place particulièrement importante à l'étude des diverses formes de sociabilités professionnelles, militantes, familiales, résidentielles etc. Pour comprendre comment certaines travailleuses précaires du nettoyage se syndiquent – voire deviennent militantes – alors que d'autres n'empruntent pas ces modalités-là, nous estimons qu'il est important d'accorder une place majeure à l'observation de différents espaces sociaux au sein desquels elles évoluent.

La première étape de cette recherche sera consacrée à l'étude des implications du travail précaire, notamment dans les assignations à des lieux de résidence, mais également dans tout ce qui constitue « le monde privé des ouvriers »<sup>29</sup> ou encore « le travail à côté »<sup>30</sup>. Il sera ainsi possible d'établir une cartographie des lieux de résidence, des mobilités et des lieux de sociabilités. Le dispositif d'enquête sera principalement articulé autour de la combinaison de deux méthodes<sup>31</sup> : nous proposerons aux enquêtées (syndiquées et non-syndiquées) d'effectuer une série d'entretiens biographiques et approfondis lesquels seront complétés par de nombreux temps d'observation ethnographique multi située<sup>32</sup>.

Afin d'obtenir une vision certes non exhaustive, mais significative, il serait souhaitable d'établir un échantillon d'au moins une quarantaine de travailleuses. Nous débuterons avec les femmes se rendant aux permanences puis cet échantillon s'enrichira dans un premier temps des réseaux de sociabilités des enquêtées. Dans un second temps, nous proposons de restreindre l'échantillon d'enquêtées et de mener un certain nombre d'entretiens itinérants ou topographiques<sup>33</sup>. Cette méthode d'investigation basée sur ces deux approches, déjà expérimentée dans le cadre de notre mémoire de master 2 à Villeurbanne, est effectivement très précieuse pour obtenir des informations sur les pratiques sociales autant que spatiales et la manière dont elles s'imbriquent les unes avec les autres. Elle permet de rendre compte d'interactions particulières des individus avec les lieux et temps de sociabilité ordinaires parmi lesquelles les relations de voisinage ou encore la fréquentation de marchés, et plus structurées telles que la participation à des associations de loisirs, des lieux de cultes, la morphologie familiale etc. Si parmi les travailleuses non syndiquées certaines ont pour habitude de fréquenter un lieu de culte, une association ou un autre type de lieu collectif, le projet propose d'accompagner les enquêtées, ce qui permettrait d'éclaircir empiriquement les différents contextes de leurs socialisations plurielles. Réfléchir sur les représentations et pratiques de l'espace est en effet indissociable des rapports de domination que subissent ces femmes.

<sup>29</sup> Olivier Schwartz, *Le monde privé des ouvriers*, Presses Universitaires de France, Paris, 1990

<sup>30</sup> Florence Weber, *Le travail à-côté. Étude d'ethnographie ouvrière*, Paris, École des hautes études en sciences sociales, 1989

<sup>31</sup> Stéphane Beaud, « L'usage de l'entretien en sciences sociales. Plaidoyer pour l'« entretien ethnographique » », *Politix*, 1996, Vol. 35, p. 226-257

<sup>32</sup> Il nous a déjà été permis d'assister à des discussions informelles entre les enquêtées au sein du local, mais également de déambuler à leurs côtés lors des manifestations contre la loi travail en avril 2016. Ce fut également l'occasion de rencontrer les enfants de certaines travailleuses.

<sup>33</sup> Claire Oger, « Recueil de la parole et inscription dans l'espace : l'expérimentation d'entretiens "topographiques" », *Questions de communication*, 2009, 16, p. 229-248

## - Proposition d'un calendrier de travail

Afin de produire la thèse dans les trois ans impartis, une pré-première année a été employée à explorer les différents terrains et à rencontrer certaines des futures enquêtées. En effet, pour comprendre la genèse de leur engagement politique, il est impératif de débiter un suivi le plus tôt possible. J'ai ainsi dans un premier temps d'ores et déjà entamé la tenue de deux carnets de terrain : un pour Villeurbanne et l'autre pour Marseille, et dans un second temps effectué des entretiens exploratoires avec différentes travailleuses des deux villes. Cette première année préparatoire a aussi été consacrée à la lecture d'une partie des travaux qui me seront utiles dans un premier temps : les écrits socio-historiques sur les questions migratoires et relatives à la sociologie du travail.

En premier lieu, j'envisage donc de poursuivre ces deux activités en parallèle. Effectivement, ne pouvant guère décidé de la date d'une mobilisation collective, je serai donc tributaire du calendrier de « lutte ». De plus, il serait utile de continuer à assister à certaines des permanences quotidiennes du syndicat à Villeurbanne qui constituent une solide base de terrain. Le reste du temps sera consacré à un travail de synthèse de la littérature et à l'analyse de mes matériaux d'enquête.

Enfin, la troisième année sera consacrée à la rédaction de la thèse.

## - Références bibliographiques

- Abdallah Mogniss H., « Frotter, toujours frotter, c'est fini, il faut payer », *Plein droit*, 2010/4, n° 87, p. 32-36
- Avanza Martina, Laferté Gilles, « Dépasser la « construction des identités » ? Identification, image sociale, appartenance », *Genèses* 4/2005, n° 61, p. 134-152
- Barron Pierre, Bory Anne, Chauvin Sébastien, Jounin Nicolas et Tourette Lucie, *On bosse ici, on reste ici. La grève des sans-papiers : une aventure inédite*, Paris, La Découverte, 2011
- Beaud Stéphane, « L'usage de l'entretien en sciences sociales. Plaidoyer pour l'« entretien ethnographique » », *Politix*, 1996, Vol. 35, p. 226-257
- Benquet Marlène, « Les raisons de l'action collective. Retour sur la mobilisation improbable des salariés d'un hypermarché », *Sociologie du Travail*, 2010, n°3, p. 305-322
- Bérout Sophie, Bouffartigue Paul (dir.), *Quand le travail se précarise, quelles résistances collectives ?*, Paris, La Dispute, 2009
- Brubaker Rogers, Junqua Frédéric « Au-delà de L'«identité» », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 2001, Vol. 139, p.66-85
- Bory Anne et Pochic Sophie « Contester et résister aux restructurations », *Travail et Emploi*, 2014, 137, p. 5-20
- Collovald Annie, Mathieu Lilian, « Mobilisations improbables et apprentissage d'un répertoire syndical », *Politix*, 2009, Vol. 86, p. 119-143

- Denis Jean-Michel, « Conventions collectives : quelle protection pour les salariés précaires », *Travail et Emploi*, 2008, 116, p. 45-56
- Denis Jean-Michel, « « Dans le nettoyage, on ne fait pas du syndicalisme comme chez Renault ! ». Implantation et stratégies syndicales dans le secteur du nettoyage industriel », *Politix* 1/2009, Vol. 85, p. 105-126
- Duriez Bruno et Sawicki Frédéric, « Réseaux de sociabilité et adhésion syndicale. Le cas de la CFDT », *Politix*, 3/2003, Vol. 16, p.17-51
- Elias Norbert, *La dynamique de l'Occident*, Paris, Calmann-Lévy, 1975
- Hocquelet Mathieu, « « Making Change at Walmart » : le syndicalisme solidaire étasunien au sein d'une multinationale des services », *Critique internationale* 3/2014, n° 64, p. 17-32
- Giraud Baptiste et Pélisse Jérôme, « Une résurgence ou un oubli des conflits sociaux », 6 janvier 2009, *La vie des Idées*
- Giraud Baptiste, « Des conflits du travail à la sociologie des mobilisations : les apports d'un décloisonnement empirique et théorique », *Politix* 2/2009, Vol. 22, p. 13-29
- Jounin Nicolas, *Chantier interdit au public. Enquête parmi les travailleurs du bâtiment*, Paris, La Découverte, 2008
- Jounin Nicolas, « Aux origines des « travailleurs sans papiers ». Les spécificités d'un groupe au service d'une identification généraliste ? », *Revue européenne des migrations internationales*, 1/2014, Vol.30, p.131-152
- Mathieu Lilian, *Comment lutter ? Sociologie et mouvements sociaux*, Paris, Textuel, 2004
- Mélis Corinne, « « Des syndicalistes comme les autres ? » L'expérience syndicale de migrantes et de filles d'immigrés d'Afrique du Nord et sub-saharienne. », *L'Homme et la société* 2/2010, n° 176-177, p. 131-149
- Miranda Adelina *et al.*, « Les mobilisations des migrantes : un processus d'émancipation invisible ? Introduction », *Cahiers du Genre*, 2011/2, n° 51, p. 5-24
- Morokvasic Mirjana, « L'(in)visibilité continue », *Cahiers du Genre* 2011/2, n° 51, p. 2547
- Nizzoli Cristina, *C'est du propre ! Syndicalisme et travailleurs du « bas de l'échelle » (Marseille et Bologne)*, Paris, Presses universitaires de France, 2015
- Oger Claire, « Recueil de la parole et inscription dans l'espace : l'expérimentation d'entretiens « topographiques » », *Questions de communication*, 2009, 16, p. 229-248
- Paugam Serge, *La disqualification sociale. Essai sur la nouvelle pauvreté*, Paris, Quadrige, 2009
- Nicolas Renahy, « Classes populaires et capital d'autochtonie. Genèse et usages d'une notion », *Regards sociologiques*, 2010, n°40, p.9-26
- Ripoll Fabrice, « Espaces et stratégies de résistance : répertoires d'action collective dans la France contemporaine », *Espaces et sociétés* 3/2008, n° 134, p. 83-97
- Schnapper Dominique, *Qu'est-ce que la citoyenneté ?* Paris, Gallimard, 2000
- Schwartz Olivier, *Le monde privé des ouvriers*, Presses Universitaires de France, Paris, 1990
- Thibaut Martin, *Ouvriers malgré tout*, Paris, Raisons d'agir, 2013

- Thomas Adrien, « Universitaires engagés et nouveaux cadres syndicaux aux États-Unis : une alliance pour faire face au déclin des syndicats ? », *Genèses* 3/2011, n° 84, p. 127-142
- Weber Florence, *Le travail à-côté. Étude d'ethnographie ouvrière*, Paris, École des hautes études en sciences sociales, 1989